

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
FEDERATION DE LA MOSELLE
Siège social : 12 Rue aux Ossons – 57000 METZ
SIREN : 780 005 237

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale de la Fédération du Secours Populaire de Moselle,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du « SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS – FEDERATION DE LA MOSELLE », relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes suivantes de l'annexe :

- « Changement de méthode comptable » du paragraphe « Changement de réglementation – Première application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers » de l'annexe des comptes annuels, qui expose les modalités d'application au 1^{er} janvier 2025 du règlement n°2022-06 dit de « Modernisation des Etats financiers » de l'Autorité des Normes Comptables ;



- « Changement d'estimation comptable », qui expose la nouvelle règle de gestion concernant la valorisation des contributions volontaires en nature, entérinée par le Conseil d'Administration du 12 novembre 2025.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre le Comité Départemental.

Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre



à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité de l'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Thionville
Le 18 mai 2026

Pour NEXIOM AUDIT

Signé par Franck Piquard
Le 18 mai 2026

Franck Piquard

doc_a9kO
tx_wrWrogVq2gvP

Franck PIQUARD
Commissaire aux comptes



BILAN

Fédération de la MOSELLE - FED CE 057 0 00000 000080

Exercice : 2025

En Euro	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2025	Montant net 2024
Frais d'établissement	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	804 246	501 654	302 592	262 589
Terrains	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0
Constructions	210 140	89 011	121 130	55 654
Installations techniques, matériel et outillage industriels	594 106	412 643	181 463	208 935
Autres immobilisations corporelles :	441 778	280 109	161 669	181 004
Installations générales, agencements divers	03 659	84 841	8 182	13 432
Matériel de transport	37 763	32 254	5 509	9 173
Matériel de bureau et informatique	20 870	15 439	5 431	2 725
Autres	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	0	0	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
Immobilisations financières	600	0	600	600
Participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres	600	0	600	600
I. Actif immobilisé	804 846	501 654	303 192	263 189
Stocks et en cours	0	0	0	0
Autres approvisionnements	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
Créances	107 230	0	107 230	79 054
Avances et acomptes versés sur commandes	9 976	0	9 976	6 305
Créances clients et comptes rattachés	0	0	0	0
Créances reçues par legs ou donations	70 595	0	70 595	72 789
Autres créances (dont produits à recevoir)	28 059	0	28 059	0
Créances constatées d'avance	3 261 206	0	3 261 206	781 695
Autres immobilisations de placement et FNS	27 837	0	27 837	109 096
Autres immobilisations de placement et FNS	0	0	0	26 438
II. Actif circulant	3 396 274	0	3 396 274	996 323
III. Ecart de conversion Actif	0	0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III)	4 201 120	501 654	3 699 466	1 259 512
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres avec droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Projet associatif et réserves				
Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice				
Situation nette (sous-total)				
Subventions d'investissement				
I. Fonds propres				
Ecart de combinaison				
II. Ecart de combinaison				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
III. Fonds reportés et dédiés				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
IV. Provisions				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses SPF				
Emprunts et dettes financières diverses hors SPF				
Avances et acomptes reçus sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes (dont charges à payer)				
Produits constatés d'avance				
V. Dettes				
VI. Ecart de conversion Passif				
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V+VI)				



Compte de résultat

Exercice : 2025

Fédération de la MOSELLE - FED CE 057 0 00000 000080

En Euros	Année 2025	Année 2024
I- PRODUITS D'ACTIVITE		
Cotisations		
Vente de biens et services	6 702	12 933
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	0
<i>dont parrainages</i>	0	0
Produits de tiers financeurs	3 298 516	713 162
Concours publics et subventions d'exploitation	249 722	181 305
Ressources liées à la générosité du public	350 479	322 972
<i>Dons manuels</i>	319 108	317 332
<i>Mécénats</i>	31 371	5 640
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0	0
<i>Autres produits liés à la GP</i>	0	0
Contributions financières	2 698 315	208 885
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0	13 649
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	3 000	0
Autres produits	105 590	108 478
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	44 664	48 924
<i>Produits d'initiatives</i>	60 621	59 354
<i>Autres</i>	306	200
Utilisations des fonds dédiés	19 218	22 682
I - Produits d'activité	3 433 026	870 905
II- CHARGES D'ACTIVITE		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Achats de marchandises, matériels et fournitures	230 265	281 815
Variations de stock	0	0
Autres achats	33 871	35 891
Services extérieurs	85 662	68 182
Autres services extérieurs	137 490	126 138
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	134 922	68 167
Impôts, taxes et versements assimilés	8 075	7 850
Salaires	150 711	159 971
Cotisations sociales	50 399	54 318
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	50 136	49 972
<i>- sur immobilisations</i>	50 136	49 972
<i>- sur immobilisations destinées à être cédées</i>	0	0
<i>- sur actif circulant</i>	0	0
<i>- pour risques et charges</i>	0	0
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	0	0
Autres charges	89 302	56 155
Reports en fonds dédiés	2 504 494	22 199
II - Charges d'activité	3 475 326	930 658
Résultat d'activité	- 42 300	- 59 754



En euros	Année 2025	Année 2024
III- PRODUITS FINANCIERS		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	38 998	22 414
Reprises sur dépréciations et provisions	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
III - Produits financiers	38 998	22 414
IV- CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
IV - Charges financières	0	0
Résultat Financier	38 998	22 414
V- PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels	0	2 536
		24 400
V - Produits exceptionnels	0	26 936
VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles	0	658
		4 807
VI - Charges exceptionnelles	0	5 465
Résultat Exceptionnel	0	21 471
VII - Ecart de combinaison	0	0
VII - Ecart de combinaison	0	0
Résultat Combinaison	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)	3 472 025	920 255
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	3 475 326	936 123
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)	- 3 301	- 15 869
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	631 443	605 792
Prestations en nature	297 181	369 459
Dons en nature	1 722 392	1 316 927
Total	2 651 016	2 292 178
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	631 443	605 792
Prestations en nature	297 181	369 459
Secours en nature	1 722 392	1 316 927
Total	2 651 016	2 292 178

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Montants exprimés en euros
Exercice clos au 31 décembre 2025



I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

Fédération de la MOSELLE

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

Les antennes :

- **14 Antennes**

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

Les comités :

- **8 Comités**

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

Les donateurs :

- **16 622 donateurs**

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement :

- **560 bénévoles**

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés :

- **4 salariés**

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.

AUTRES INFORMATIONS

Informations sur l'entité qui établit les états financiers combinés (Art. 831-4)	
Entité établissant les états financiers combinés de l'ensemble le plus grand d'entités dont l'entité fait partie en tant qu'entité contributrice	Secours Populaire France - Association Nationale
	9 - 11 Rue Froissart 75 140 Paris
	Inscription RNA : W751227400



II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2025 a été fortement impacté par :

Gouvernance / Politique

- Congrès du Secours Populaire de la Moselle en octobre 2025
- Anniversaire du Secours Populaire, 80 ans, au niveau National

Faits significatifs

- Baisse des denrées alimentaires, ce qui a contraint la Fédération, les antennes, et même certains comités de supprimer certaines distributions. (Distribution une semaine sur deux pour palier)
- Embauche de Mme Myriam BOUHMI, en remplacement du départ à la retraite de Mme Sylviane ENGELMANN, et licenciement courant 4^{ème} trimestre 2025
- Déménagement du comité de Woippy dans la nouvelle maison de la solidarité
- En janvier 2025, le SPF Moselle a rejoint le Conseil d'Administration du FRAC pour développer de nouvelles interactions Céline MERIOT, directrice de la structure, est Co-Vice-Présidente au sein du Conseil d'Administration. Des projets vont être développés sur 2026 en collaboration avec les deux structures, dont une vente aux enchères et des visites culturelles au profit des bénévoles et des bénéficiaires.
- Ouverture de l'antenne de Sarreguemines en avril 2025
- Legs exceptionnels en 2025 pour 2 473.166 € :
 - Assurance vie de M. Marcel VONDERSCHER pour 27.895,99 € (attribuer au Sénégal pour la construction d'un centre social au cœur de la ville de Saint-Louis)
 - Assurance vie de Mme Huguette LEFEVRE pour 2.445.269,75 € (Affectation en Fonds Dédiés, en attente de projets)
La succession ne serait pas clôturée, la Fédération devrait encore percevoir 1,8 M€, et une maison estimée à 230 K€. *(mention en annexe des comptes) Le projet d'utilisation du leg a été présenté au National et validé, il a été présenté au Comité Départemental du 26 mars 2026.*
- Assurance vie Mme VALERISAC à percevoir sur 2026. D'après les premières données, le premier montant perçu serait de 42 K€, des sommes seront encore perçues mais elles ne sont pas chiffrées pour le moment. Il est important de souligner que tout legs supérieur à 30 K€, doit passer en C.A. du National avant d'être affecté à la Fédération bénéficiaire.
- Création d'une antenne à Sarreguemines

Activités / Evènements

- Don'Actions en mars 2025
- Chasse aux Œufs au château de Courcelles à Montigny les Metz, les bénévoles ont pu être aidés par une équipe Copain du Monde
- Journée Bonheur à Disneyland Paris (Partenariat National) pour 55 personnes de Moselle
- Journées des Oubliés des Vacances au Champ de Mars à Paris pour célébrer les 80 ans du SPF, 300 enfants de Moselle ont pu en bénéficier
- La Campagne Père Noël Vert a permis d'offrir un jouet neuf à chaque enfant accompagné par une structure du Secours Populaire de Moselle, sans oublier la campagne « Boîtes Douceurs » pour améliorer les paniers des bénéficiaires
- L'aide alimentaire se développe et se construit par de nouveaux partenariats, comme les dons agricoles, les conserves solidaires, les soupes solidaires.
- Développements des collectes et partenariat avec des lycées ou des magasins
- Cours de Français avec quatre professeurs, peu de places pour une demande grandissante
- Participation à la manifestation Macellum, pour sensibiliser au recyclage, et permettre de reverser les consignes non rendues au SPF
- Journée de la culture, avec visite de l'U4 à Uckange.
- Mise en place d'une permanence PASS Santé



Activités / Evénements

- Participation du 4 au 6 avril au festival du livre à Metz
- Fête des voisins solidaires sur la zone de l'entrepôt de Frescaty
- Accompagnement scolaire
- Participation à la Campagne Nationale « Donnez à lire », action menée par les « Copains du Monde » pour les enfants accueillis au sein des structures
- Grande collecte pour Mayotte pour apporter une aide financière rapide
- Accompagnement financier pour la poursuite de construction du centre social à destination des enfants des Daaras de Saint-Louis accompagnés par l'association BEA au Sénégal
- Développement du PASS Santé avec recherche de financements, avec mise en place de fiche au sein de la Fédération
- Partenariat du National avec « PHARMA GREEN » et « NO WAST », il s'agit de dons de la part des pharmaciens (déambulateurs, boissons énergisantes, pansements...)
- Les villages copains du monde ont eu lieu durant toute l'année :
 - Village « Copain du Monde » à Vigy avec 4 enfants de l'association polonaise PKPS
 - Village « Copain du Monde » en Pologne chez PKPS pour 4 enfants mosellans qui ont passés 10 jours au sein de l'association polonaise
- Campagne nationale de PNV : chaque enfant de Moselle accueilli dans une structure du Secours Populaire a reçu un jouet neuf grâce aux dons des différents partenaires.

Partenariats :

- Partenariat important avec Amazon : lots pour la tombola, dons de cartables, envois de bénévoles
- Partenariat significatif avec SOLAAL
- Partenaires récurrents : la Ville de Metz et Metz Métropole, la ville de Montigny Lès Metz et la ville de Marly, Schidler, le CCAS de Metz, Altrans, Décathlon, Moselle Mécènes Solidaires, Dodo, Conseil Départemental de Moselle, CAF de la Moselle ...
- Partenariats culture : Centre Pompidou Metz, le FRAC Lorraine, l'Opéra Théâtre, le Théâtre du Peuple
- Distribution : Leclerc de Marly, Super U, Carrefour, Stokomani...

III. PRINCIPE, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRESENTATION DES COMPTES

Les documents constituant les états financiers comprennent :

- ♦ Le bilan,
- ♦ Le compte de résultat,
- ♦ L'annexe des comptes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Référentiel comptable utilisé

Les Comptes Annuels ont été établis et arrêtés conformément aux règlements ANC 2014-03, ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ANC 2022-06 du 6 novembre 2022 (complété des règlements ANC 2023-01 et ANC 2023-03) relatif à la modernisation des états financiers et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 (voir paragraphe Changement de méthode comptable)

Par ailleurs, le Secours Populaire Français dispose, pour la production de ses comptes annuels, d'un plan de compte général et analytique spécifiques et de règles de gestion propres, validées par son Conseil d'Administration et applicables à l'ensemble de l'Union ; dans le respect des réglementations comptables en vigueur.

- Application des conventions comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation prévues par la réglementation comptable applicable

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

- **Changement de réglementation - Première application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.**

La première application du règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan Comptable Général.

Les modalités de mise en œuvre de ce règlement, y compris les dispositions spécifiques à la première application, sont définies à l'article 27 dudit règlement.

En particulier, les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Les principales informations nécessaires à la compréhension des changements de présentation induits par cette première application sur les états financiers de la Fédération de la MOSELLE sont les suivantes :

- Le montant de la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2025 pour un montant de 20 300 € est comptabilisée dans le résultat d'exploitation 2025 (alors qu'elle aurait été présentée dans le résultat exceptionnel préalablement à l'application du Règlement).

- Au titre de l'exercice 2024, les charges et produits exceptionnels, précédemment présentés sur plusieurs lignes, ont été regroupés sur les lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles », sans réexamen de leur qualification au regard de la nouvelle définition issue du règlement ANC n° 2022-06.

Les comptes de transferts de charges relatifs à l'exercice 2024, figurant sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions », concernent les remboursements du Comité National pour un montant de 13 649 €.

- À compter de l'exercice 2025, ces montants sont enregistrés dans les comptes 46749NAT pour un montant de 12 189 €.

CHANGEMENT D'ESTIMATION COMPTABLE

- **Valorisation des contributions volontaires en nature**

Au regard de la décentralisation et de la particularité du Secours populaire français qui est avant tout une association de bénévoles avec des fonctions très diverses et notamment d'encadrement, le taux horaire a été revalorisé sur la base du SMIC horaire majoré de 50 % + taux de charges sociales de 50 %. Cette nouvelle règle de gestion a été entérinée par le Conseil d'Administration du 12/11/2025. Auparavant, les heures de bénévolat étaient valorisées au SMIC chargé.

Valorisation du bénévolat selon l'ancienne méthode (A)	Valorisation du bénévolat à compter de l'exercice 2025 (B)	Ecart en euros (B)-(A)
467 026,71€	631 442,79€	164 416,08€

DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières obtenues à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition d'une immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires et frais d'acte) sont déduits immédiatement en charge.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas

Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 5 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Étanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans

Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non-recouvrement.

METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2025 dans la rubrique engagements hors bilan

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produits d'exploitation au titre de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi est notifiée à l'entité. Les subventions pluriannuelles d'exploitation reçues ou attribuées, sont rattachées aux comptes de l'exercice selon la méthode du prorata temporis.

Lorsque ces subventions concernant des exercices ultérieurs, la part non rattachable à l'exercice est comptabilisée en produits constatés d'avance.

S'agissant des subventions d'exploitation dédiées, la fraction non consommée à la clôture de l'exercice des subventions reçues ou attribuées est enregistrée en fonds dédiés.

En conséquence, le résultat de l'exercice ne prend en compte que la quote-part des subventions d'exploitation effectivement consommée au cours de l'exercice.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment)

Les règles de gestion applicables concernant les amortissements sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

FONDS REPORTES SUR LES LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (Conseil d'Administration du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.

FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a précisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations »

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association. Ainsi, les fonds collectés lors des campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Le taux appliqué pour notre structure est de 8%.

Pour 2025, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

- Dons de particuliers
- Mécénat
- Legs, donations et assurances-vie
- Subventions
- Contributions financières des fondations et associations
- Autres ressources

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant



IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2025, le Secrétaire général et le Trésorier départemental

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2025 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 0 €

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes	
Honoraires afférents à la certification des comptes	6 080,00 €

ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,96%
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 368,64 €.

4.3.2 Crédit-bail

Néant

4.3.3 Legs, donations et assurances-vie

La fédération est bénéficiaire du legs, donation ou assurance-vie en attente de clôture au 31/12/2025 du testateur :

- Mme KOCZOROWSKI Gertrude pour un montant de 106 582,33 €
- M NUCERA Joseph pour un montant de 73 844,97 €
- Mme VALERISAC Blanche pour un montant de 41 922,54 €

(net des 8% de frais de gestion prélevés par l'Association Nationale)

4.3.4 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2025 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 0 €.





V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
- ✓ L'état des créances au 31/12/2025,
- ✓ Les produits à recevoir,
- ✓ Le détail des charges constatées d'avance,
- ✓ L'état des stocks au 31/12/2025,
- ✓ L'état des variations des dépréciations,
- ✓ Les mouvements de trésorerie,

Les mouvements des immobilisations :

En Euros	Valeur brute au 01/01/2025	Acquisitions et créations en 2025	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2025	Valeur brute au 31/12/2025
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles				
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles (I)	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (II)				
Terrains	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrain	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriel	127 117	83 023	0	210 140
Autres immobilisations corporelles :	606 054	7 197	19 146	594 106
<i>Installations générales, agencements divers</i>	441 778	0	0	441 778
<i>Matériel de transport</i>	110 517	0	16 858	93 659
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	38 198	1 883	2 288	37 793
<i>Mobilier</i>	15 562	5 314	0	20 876
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	0	0	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (II)	733 171	90 220	19 146	804 246
Immobilisations financières (III)				
Participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres	600	0	0	600
Immobilisations financières (III)	600	0	0	600
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	733 771	90 220	19 146	804 846



Les mouvements des amortissements :

En euros	Durée d'utilisation	Mode d'amt.	Montant en début d'exercice 2025	Augmentations : dotations de l'exercice 2025	Diminutions : reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice 2025
Frais d'établissement	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Amortissements des immobilisations incorporelles (I)	0	0	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrain	10 à 20 ans	linéaire	0	0	0	0
Constructions	15 à 50 ans	linéaire	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 à 10 ans	linéaire	71 463	17 548	0	89 011
Autres immobilisations corporelles :		linéaire	399 120	34 503	20 979	412 643
Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans	linéaire	260 173	21 769	1 833	280 109
Matériel de transport	4 à 5 ans	linéaire	97 085	4 614	16 858	84 841
Matériel de bureau et informatique	3 ans	linéaire	29 025	5 516	2 288	32 254
Mobilier	5 à 10 ans	linéaire	12 836	2 603	0	15 439
Amortissements des immobilisations corporelles (II)	0	0	470 583	52 050	20 979	501 654
TOTAL GENERAL (I+II+III)	0	0	470 583	52 050	20 979	501 654

L'état des stocks au 31/12/2025 :

En euros	Stocks au 01/01/2025	Reprise de stocks au 31/12/2025	Nouveaux stocks au 31/12/2025	Stocks au 31/12/2025
Stocks des autres approvisionnements	0	0	0	0
Stocks des marchandises	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

En Euros	Année 2025
ACTIF IMMOBILISE	
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	0
Participations	0
Autres titres immobilisés	600
Prêts	0
ACTIF CIRCULANT	
Avances et acomptes versés sur commandes	0
Créances clients et comptes rattachés	9 976
Autres créances:	70 595
<i>Personnel</i>	0
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	0
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	0
<i>Autres</i>	70 595
Créances reçues par legs ou donations	0
Charges constatées d'avance	26 659
TOTAL	107 830

Etat des variations des dépréciations :

En Euros	Montant en début d'exercice au 01/01/2025	Augmentations : dotations de l'exercice 2025	Diminutions : reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Dépréciations des immobilisations corporelles	0	0	0	0
Dépréciations des immobilisations financières	0	0	0	0
Dépréciations des stocks	0	0	0	0
Dépréciations des comptes clients	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Les produits à recevoir :

En euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Avances et acomptes versés sur commande	0
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	0
Autres créances:	- 987
<i>Personnel</i>	0
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	- 987
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	0
<i>Autres</i>	0
Produits à recevoir	1 500
TOTAL	513

Les mouvements de trésorerie :

En euros	Montant en début d'exercice	Montant en fin d'exercice
Valeurs mobilières de placement	781 695	3 261 206
<i>Placements divers</i>	378 348	380 559
<i>OPCVM</i>	0	0
<i>Fonds National de Solidarité</i>	403 348	2 880 648
Comptes courants	105 370	23 632
Caisses	3 726	4 205
TOTAL	890 791	3 289 044

Le détail des charges constatées d'avance :

En euros	Année 2025
Exploitation courante	26 659
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
TOTAL	26 659

5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé)

Néant

5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

Néant

PASSIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Le tableau de variation des fonds propres (cf 5.2.1)
- ✓ La variations des provisions,
- ✓ L'état des emprunts et des dettes financières,
- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des charges à payer
- ✓ Le détail des produits constatés d'avance.

La variation des provisions :

En euros	Montant en début d'exercice au 01/01/2025	Augmentations : dotations de l'exercice 2025	Diminutions : reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Provisions pour risques	0	0	0	0
Provisions pour charges	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

En euros	Montants au 31/12/2025
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	0
<i>Emprunts</i>	0
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	0
<i>Dettes financières</i>	0
Emprunts auprès des structures SPF	0
Avances et acomptes reçus sur commandes	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 818
Dettes fiscales et sociales :	6 713
<i>Personnel</i>	4 373
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	2 340
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	0
Dettes sur immobilisations	0
Autres dettes	13 347
Produits constatés d'avance	0
TOTAL	31 878

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant à la clôture de l'exercice	Montant garanti
Dettes 1		
Dettes 2		

Le détail des charges à payer :

En euros	Montants au 31/12/2025
Intérêts courus sur emprunts	0
Avances et acomptes reçus sur commande	0
Fournisseurs - Factures non parvenues	0
Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer) :	5 453
Personnel	4 100
Sécurité sociale et organismes sociaux	1 353
Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues	0
Charges à payer	5 900
Créditeurs divers	0
TOTAL	11 353

Le détail des produits constatés d'avance :

En euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Exploitation courante	0
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
TOTAL	0



5.2.1 Variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres								
En euros	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	287 150	0	0	0	0	0	0	287 150
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation	0			0	0	0	0	0
Réserves	0	0	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	741 154	-15 869	0	0	0	0	0	725 286
Excédent ou déficit de l'exercice	-15 869	15 869	0	0	0	-3 301	0	-3 301
Situation nette	1 012 436	0	0	0	0	-3 301	0	1 009 135
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	171 197			-20 300		0		150 897
Provisions réglementées								
TOTAL	1 183 633	0	0	-20 300	0	-3 301	0	1 160 032

5.2.2 Fonds dédiés et reportés

En euros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	5 517	6 235	81	11 671
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	16 763	2 498 259	19 137	2 495 885
TOTAL	22 280	2 504 494	19 218	2 507 556

VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant

- ✓ L'évolution des produits d'activités,
- ✓ Le détail de la rubrique "legs, donations et assurances-vie",
- ✓ Le détail des rubriques "subventions d'investissement" et "subventions d'exploitation".

L'évolution des produits d'activités :

En euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Vente de biens et services	6 702	12 933
Concours publics et subventions d'exploitations	249 722	181 305
Dons manuels	319 108	317 332
Mécénats	31 371	5 640
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Autres produits liés à la GP	0	0
Contributions financières	2 698 315	208 885
Reprises sur provision et transferts de charges	0	13 649
Utilisations des fonds dédiés	19 218	22 682
Participations des destinataires de la solidarité	44 664	48 924
Produits d'initiatives	60 621	59 354
Autres produits	306	200
TOTAL	3 430 026	870 905

Le détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » :

En euros	Montant
PRODUITS :	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	0
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	0
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	0
CHARGES :	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	0
TOTAL	0

Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation » :

En euros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	0
Subventions internationales	0
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0
Subventions régionales	0
Subventions départementales	176 632
Subventions communales	22 790
Subventions des autres éta.publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	30 000
Subventions Publiques Diverses	0
Subventions emplois aidés	0
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0
TOTAL	229 422

ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2025
(VERSION SYNTHETIQUE [1])

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2025 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Allemagne	100,00€
Luxembourg	3 055,00€
Pays-bas	120,00€
Portugal	700,00€

[1] La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 5 du décret n°2021-1812 du 24 décembre 2021 est mise à disposition du public au siège de la Fédération Départementale.)

EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2025 est de 3

Répartition des effectifs par catégorie :

Effectif moyen employé pendant l'exercice

Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	2,83
Cadres et ingénieurs	1,00
Total	3,83

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel des comptes 2025
est inhérent à un (des) événement(s) majeur(s) et inhabituel(s)

Néant

Conformément au règlement ANC 2022-06, le résultat exceptionnel regroupe les produits et charges dont la nature ou la survenance ne relève pas de l'activité courante de l'entité.

Il est précisé que les produits et charges comptabilisés en résultat exceptionnel au cours de l'exercice se répartissent notamment entre les catégories suivantes :

- les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel ;
- les écritures comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'Autorité des normes comptables ;
- les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales ;

les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres

En euros	Montant en fin d'exercice au 31.12.2025
Produits exceptionnels	0
Charges exceptionnelles	0

VII. AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ♦ Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets...
- ♦ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives...
- ♦ Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- ♦ Bénévolat.

Dons en nature et prestations gratuites :

- ♦ La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.
- ♦ Les dons en nature :
Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.
Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :
*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.
*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles de la fédération pour soutenir les personnes accueillies.

Estimation des dons en nature usagés

Dons et nature d'occasion	Pièces	Kg
Habillement d'occasion	233	925
Couchages d'occasion	17	0
Electroménagers d'occasion-Meubles d'occasions	36	0
Vaisselles d'occasion	0	110
Education	1063	0
Santé	0	0
Jouets d'occasion	2215	0
Loisirs	80	0
Heures d'instances	1195 Heures	



Bénévolat :

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 26,73 € pour 2025.

Concernant les familles de vacances, à compter de l'exercice 2024, sur proposition de la Commission Financière Nationale, le Secrétariat National du 12 novembre 2024 a entériné la décision qu'une journée en familles de vacances sera valorisée au SMIC chargé x 8 heures. Auparavant, les familles de vacances étaient valorisées au taux horaire d'une assistante maternelle.

Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2025, le volume horaire a été évalué à 1195 heures.



VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Se reporter aux tableaux en pages précédentes

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2025 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

8.1.1 Les produits par origine

8.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- ♦ Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- ♦ Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- ♦ Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- ♦ Les missions sociales,
- ♦ Les frais de recherche de fonds,
- ♦ Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :

8.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :

- ♦ Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),
- ♦ Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,
- ♦ Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,
- ♦ Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public



8.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux versements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

8.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

8.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat

8.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2024. Pour le détail des sommes utilisées en 2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

8.1.2. Les charges par destination

8.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- ♦ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ♦ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ♦ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ♦ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »



Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- ♦ Coûts des missions sociales :
 - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
 - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

8.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ Conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ Recherche et gestion des legs,
- ♦ Frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ Campagne du Don'actions,
- ♦ Frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ Organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ Initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ Frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ♦ Frais de recherche de subventions publiques.

8.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ Administration générale,
- ♦ Communication

8.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat

8.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2025 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2025 et non encore dépensées au 31/12/2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

FED CE 057 0 00000 000080	Fédération de la MOSELLE		2025	
CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations	0	0	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	319 108	319 108	317 332	317 332
- Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0
- Mécénat	31 371	31 371	5 640	5 640
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	2 485 199	2 485 199	0	0
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations statutaires	7 652		6 367	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	205 464		202 518	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	154 290		160 011	
3-SUBVENTIONS	249 722		205 705	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0
5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	19 218	19 137	22 682	0
TOTAL	3 472 025	2 854 816	920 255	322 972
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	651 282	291 090	642 839	274 720
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	26 068	11 651	1 864	797
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	20	17	2 576	1 671
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	55 919	46 975	21 248	13 783

	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	33 980	6 825	35 677	15 238
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	3 586	0	11 162	0
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	199 976	0	198 558	0
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	2 504 494	2 498 259	22 199	16 763
TOTAL	3 475 326	2 854 816	936 123	322 972
EXCEDENT OU DEFICIT	-3 301	0	-15 869	0

	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	631 443	631 443	605 792	605 792
- Prestations en nature	55 586	55 586	61 077	61 077
- Dons en nature	1 147 305	1 147 305	854 557	854 557
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0		0	
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	241 595		308 382	
- Dons en nature	575 087		462 369	
TOTAL	2 651 016	1 834 334	2 292 178	1 521 427
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	2 196 446	1 626 646	1 868 687	1 324 982
- Réalisées à l'étranger	86 643	39 586	37 475	17 384
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	58 186	26 585	73 679	34 178
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	309 741	141 517	312 336	144 883
TOTAL	2 651 016	1 834 334	2 292 178	1 521 427

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1.

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un déficit de 0 € sur 2025 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la fédération à 0 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant le déficit de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (0 € pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2025 de la fédération s'élève ainsi à 0 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.



FED CE 057 0 00000 000080		Fédération de la MOSELLE		2025	
CER					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE	RESSOURCES DE L'EXERCICE				
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	291 090	274 720	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	11 651	797	- Dons manuels	319 108	317 332
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	17	1 671	- Mécénat	31 371	5 640
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	46 975	13 783	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	2 485 199	0
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	6 825	15 238			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0			
TOTAL DES EMPLOIS	356 557	306 208	TOTAL DES RESSOURCES	2 835 679	322 972
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5-REPORT EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE	2 498 259	16 763	3-UTILISATIONS DES FONDS DEBIES ANTERIEURS	19 137	0
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	2 854 816	322 972	TOTAL	2 854 816	322 972





RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	0
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	1 626 646	1 324 982	631 443	605 792
- Réalisées à l'étranger	39 586	17 384	55 586	61 077
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	26 585	34 178	1 147 305	854 557
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	141 517	144 883		
TOTAL	1 834 334	1 521 427	1 834 334	1 521 427

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	16 763	0
(-) Utilisation	19 137	0
(+) Report	2 498 259	16 763
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	2 495 885	16 763

